Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Hôtel de Matignon, le 23 mars 2017

Déclaration de M. Bernard CAZENEUVE, Premier ministre

Attentat de Londres

Hôtel de Matignon – Jeudi 23 mars 2017

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et messieurs,

Londres a été touchée au cœur hier, aux abords du Parlement de Westminster, par une attaque terroriste, un an jour pour jour après les attentats qui avaient frappé Bruxelles. Le bilan s'élève malheureusement, à ce jour, à 3 morts et 40 blessés.

Parmi ces derniers figurent trois lycéens français, venus découvrir Londres, cette ville magnifique, dans le cadre d'un voyage scolaire, et qui y ont croisé la route d'un assassin fanatisé. Toutes nos pensées vont vers eux, vers leurs familles et vers leurs proches, comme elles vont vers les autres victimes de ce lâche attentat. Le gouvernement et les services de l'Etat se sont mobilisés dès l'annonce du drame. La consule générale de France à Londres s'est rendue au chevet des victimes. La protection consulaire à Londres est totalement mobilisée et un numéro d'appel pour l'information des familles a été mis en place. Un avion de notre flotte a immédiatement été mis à la disposition des familles pour qu'elles puissent se rendre auprès de nos jeunes compatriotes blessés. Elles sont ainsi pu se rendre dans la capitale britannique dès hier soir. Depuis ce matin, Jean-Marc Ayrault est à Londres, auprès des autorités britanniques et de la communauté française de Londres. Il est allé à la rencontre des lycéens blessés à l'hôpital, et de leurs camarades à leur hôtel, pour leur exprimer le plein soutien du Gouvernement.

Le rapatriement des lycées de Concarneau qui se trouvaient en voyage scolaire outre-Manche interviendra aujourd'hui-même, à l'exception des trois qui ont été blessés et dont la prise en charge médicale se poursuit sur place. Ils seront accueillis à leur retour en France par Mme Juliette MEADEL, secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes. Un bus a été affrété pour que les lycéens récupèrent leurs affaires à l'auberge de jeunesse avant d'être rapatriés. Une cellule locale de soutien, composée notamment de pédopsychiatres et de psychologues, sera activée dès leur retour en Bretagne.

Aujourd'hui, je veux adresser aux dirigeants et au peuple britanniques, qui affrontent cette épreuve avec le courage et la dignité qui les caractérisent depuis toujours, un message de compassion, d'amitié et de solidarité indéfectible au nom de la France. Les Français n'ont pas oublié les témoignages d'affection qu'ils ont reçus de leurs amis britanniques au lendemain des attentats de Paris, de Saint-Denis et de Nice. Je serai pour ma part toujours reconnaissant des mots et des gestes qu'a su trouver ma collègue et amie Theresa MAY lorsque nous étions tous deux ministres de l'Intérieur et que notre pays était en deuil. Comme le Président de la République a eu l'occasion de l'exprimer hier, la France est aujourd'hui aux côtés du Royaume-Uni, comme nos deux pays l'ont toujours été depuis plus d'un siècle pour faire prévaloir leur attachement commun à la démocratie, à la liberté et à la tolérance. Ils triompheront ensemble, comme ils l'ont toujours fait, de la barbarie et de leurs ennemis.

J'ai réuni ce matin les ministres de la Justice, de l'Intérieur et Jean-Marc TODESCHINI, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et de la mémoire, afin de faire un point précis de la situation. Je rappelle que le niveau de la menace sur le territoire français demeure extrêmement élevé et que c'est cette menace qui justifie le maintien de l'état d'urgence jusqu'au 15 juillet prochain.

Une vigilance de tous les instants s'impose en effet à nous dans le cadre de la campagne présidentielle, afin de préserver la sécurité et la sérénité de nos concitoyens dans cette période cruciale pour la vie démocratique de la nation. L'attentat qui a frappé Londres hier, comme celui qui a pu être empêché grâce au courage de nos soldats à l'aéroport d'Orly, samedi dernier, ont démontré à nouveau, hélas, la nécessité de cet effort.

Je veux rendre l'hommage qu'ils méritent aux forces de sécurité intérieure, aux services de renseignement, aux militaires de l'opération Sentinelle, aux magistrats antiterroristes pour l'efficacité de leurs actions et enquêtes.

Face à une menace inédite, je rappelle que la France s'est dotée depuis trois ans d'instruments puissants. Le gouvernement a présenté au Parlement trois lois renforçant les pouvoirs de la justice et des enquêteurs œuvrant sous son autorité. Il a donné aux services de renseignement les outils juridiques adaptés à la société numérique. Il a augmenté de façon considérable les moyens humains et matériels des forces de sécurité et des services de renseignement.

Nos armées sont engagées sur notre sol, comme elles le sont sur les théâtres d'opérations extérieures – au Mali, au Tchad, en Syrie…, - pour lutter contre le terrorisme djihadiste, et elles contribuent grandement à la sécurité des français avec la force « Sentinelle ». Nos partenaires européens ont été mobilisés eux aussi afin d'améliorer la coopération entre leurs service de sécurité et de se doter des moyens appropriés pour combattre le terrorisme à l'échelle du continent.)

Dans ce contexte de menaces très élevées, le gouvernement est pleinement mobilisé. Les ministres Jean-Marc AYRAULT, Jean-Yves LE DRIAN, Jean-Jacques URVOAS et Mathias FEKL, chacun dans leurs compétences et de façon coordonnée agissent sans trêve pour la protection des français. Le niveau du plan «Vigipirate » a été adapté au contexte électoral. Jour après jour, nos services luttent contre le terrorisme, interpellent les individus suspects et déjouent les projets d'attentats. Grâce à leur action résolue, ce sont 17 attentats qui ont été empêchés en 2016 et 5 depuis le début de cette année.

La France est aujourd'hui aux côtés de la Grande-Bretagne, comme elle a été aux côtés de l'Allemagne en décembre et de la Belgique il y a un an. Comme elle s'est montrée solidaire de toutes les victimes de la barbarie de DAESH, en Syrie, en Irak, en Tunisie, en Turquie, en Egypte, au Mali et ailleurs. Car nous sommes plus déterminés que jamais à résister et à vaincre cet adversaire sans conscience, ni pitié, qui s'en est pris une nouvelle fois, au cœur de Westminster, aux victimes les plus innocentes et au symbole de la démocratie.

Contacts : 01 42 75 50 78/79 - 01 42 75 80 15
communication@pm.gouv.fr